**Déclaration commune des organisations syndicales**

**EMPLOIS, SALAIRE,PROTECTION SOCIALE…**

***TOUTES LES RAISONS DE REVENDIQUER LE 6 FEVRIER 2014***

L



es motifs d’insatisfaction et les raisons d’exprimer les mécontentements ne manquent pas. Nul besoin de catalogue pour illustrer les réalités des conditions de vie et de travail dégradées. La peur de perdre son emploi et l’angoisse de l’endettement figurent en tête des préoccupations des salariés en ce début d’année 2014…

Les richesses créées par le travail doivent prioritairement servir à la réponse aux besoins sociaux, à la création d’emplois de qualité, à la revalorisation du SMIC, à la hausse des salaires et des pensions pour vivre mieux et permettre une relance de la croissance par la consommation des ménages.



**ET C’EST POSSIBLE !**

Diviser par deux les dividendes des actionnaires libérerait 120 milliards d’euros pour les investissements productifs, permettrait de revaloriser le SMIC et le point d’indice dans les fonctions publiques. Cela créerait de l’emploi et garantirait le financement de la Sécurité sociale.



La campagne sur le « coût du travail » orchestrée par le Medef ne vise qu’à culpabiliser les salariés et permettre à une minorité d’accaparer les richesses produites par le travail.

L’annonce du Président de la République lors de sa conférence de presse du 14 janvier, va se traduire par un cadeau supplémentaire au patronat de 30 milliards euros avec le transfert du financement de la politique familiale des entreprises vers le budget de l’Etat.



C’est une attaque de grande ampleur contre la protection sociale et un vol de notre salaire différé qui remet en cause le pacte républicain, les moyens du service public et notre modèle social.

Répondant aux vœux du Medef, le Président de la République accentue les choix d’austérité qui ont pourtant fait la preuve de leur nocivité.

Le pacte de responsabilité de Mr Hollande -Gattaz est une opération de dupes visant à favoriser les marges des entreprises et les dividendes des actionnaires. Nous exigeons une toute autre politique pour l’emploi qui ne soit pas un chèque en blanc au patronat.

Pour changer de logique de développement, pour changer la donne, nous le savons, le monde du travail doit se rassembler, s’unir et agir…

Le 23 novembre dernier, les organisations syndicales départementales appelaient les salariés d’Ille et Vilaine à manifester pour le maintien et le développement de l’emploi, pour le maintien des sites de production. Les plans sociaux et les suppressions de postes se poursuivent dans les secteurs industriels et les services publics du département, dès ces premiers jours de 2014 (Faurécia à Crevin, Cargill à Redon, ….)

**HAUSSER LE NIVEAU DE MOBILISATION !**

**C’est pourquoi les organisations syndicales CGT, FO, et FSU et solidaires d’Ille et Vilaine proposent, le plus unitairement possible, de porter ensemble les revendications le 6 février 2014, sur les lieux de travail, les territoires et les professions. Arrêt immédiat des plans de licenciements, Augmentation générale des salaires et des pensions, abandon de la politique de casse des services publics, maintien et renforcement de la sécurité sociale solidaire.**

**Décidons Ensemble le 6 février**, dans chaque entreprise, chaque service, les formes à donner à la journée d’actions nationale interprofessionnelle *Assemblée générale, rassemblement, débrayage, grève, …*

**Manifestons Ensemble**,

à Rennes 12 heures devant l’ancienne Préfecture Martenot

à Fougères 17 h 30 devant la Sous-Préfecture